Perspectives chinoises

2007/2 | 2007
Hong Kong, dix ans après la rétrocession

Les médias et la politique à Hong Kong Dix ans après la rétrocession

Joseph M. Chan et Francis L. F. Lee

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2793
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 15 juillet 2007
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Joseph M. Chan et Francis L. F. Lee, « Les médias et la politique à Hong Kong Dix ans après la rétrocession », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/2 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2793

© Tous droits réservés

perspectives chinoises

Les médias et la politique à Hong Kong

Dix ans après la rétrocession [1]

JOSEPH M. CHAN
FRANCIS L. F. LEE

Au cours des 10 années écoulées depuis la rétrocession à la Chine, les médias de Hong Kong ont subi des changements significatifs dans un contexte de reconfigurations sociales et politiques. Pour répondre aux lois du marché et à leur idéologie professionnelle, les médias ont continué à informer l'opinion publique et à suivre de près les comportements des dirigeants. Cependant, le pouvoir central a essayé par différents moyens de les soumettre et l'autocensure est devenue une question préoccupante.
Quels sont les défis majeurs pour les journalistes et les organismes médiatiques ? Qu'ont-ils dû affronter après 1997 ? Comment les médias ont-ils réagi face aux changements politiques et parfois influencé ces derniers à Hong Kong ? Où en est la liberté de la presse ? L'article traite ces questions à travers l'analyse des interactions entre le national, l'international et le local. Notre argumentation s'articule autour des trois principaux processus de développements sociaux et politiques que sont la renationalisation, l'internationalisation et la localisation depuis la rétrocession. Nous allons montrer comment les interactions entre ces trois forces ont déterminé les transformations des médias à Hong Kong ainsi que leurs relations avec la politique. Nous exposerons d'abord chacun de ces trois processus et commenterons leurs répercussions sur les médias. Nous nous attacherons ensuite à montrer comment ces trois processus sont inextricablement liés.

Renationalisation : la reconnaissance du nouveau pouvoir central

Par renationalisation, il faut entendre le processus de réintégration aux niveaux politique, économique et culturel intervenu entre Hong Kong et la Chine au cours des 20 dernières années. L'on peut faire remonter ce processus à 1984 au moment de la signature de la déclaration conjointe sino-britannique qui initia une série de changements sociaux et politiques. Le plus important fut l'instauration d'un système dual pendant la période de transition. Avec le temps, l'équilibre du pouvoir se déplaçait graduellement de la Grande-Bretagne à la Chine. Le Gouvernement colonial britannique était obligé de consulter, voire d'obtenir l'assentiment du Gouvernement chinois sur les grandes décisions politiques et administratives à Hong Kong. C'est à ce moment-là que les autorités chinoises se sont attaché les élites locales dans le but de faciliter le passage en douceur d'un pouvoir à l'autre. L'on sollicita bon nombre de leurs membres pour participer à l'élaboration du projet de la Loi fondamentale, et plus tard de la constitution du Comité préparatoire à la Région administrative spéciale de Hong Kong (RASHK). Certains ont même été invités à devenir membres de la Conférence consultative politique du peuple chinois de la République populaire (CCPPC) et de l'Assemblée populaire nationale. Nombre des membres de cette élite étaient des patrons de médias. Louis Cha, par exemple, était dans les années 1980 l'un des membres du Comité de rédaction de la Loi fondamentale tout en étant propriétaire du *Ming Pao* [2]. Cette pratique de la nomination politique comme mode de cooptation s'est poursuivie après 1997. Sally Aw s'est vu nommer membre du CCPPC en 1998 alors qu'elle possède le groupe de presse *Sing Tao*. Ma Ching Kwan de l'*Oriental Daily* et Yang Lan du *Sing Pao Daily* ont été nommés en 2003. Parmi les autres magnats à avoir reçu des sièges pour des raisons de fidélité politique, l'on retrouve Peter Woo (Cable TV), Ricky Wong (HK Broadband), Charles Ho (Sing Tao), et Chan Wing Ki (Asia Television Ltd.).
Nombreux sont ceux qui pensent que le Gouvernement central ne verrait aucun inconvénient à étouffer les voix de l'op-

1. Le travail effectué pour cet article a été cofinancé par le Research Grants Council of the Hong Kong Special Administrative Region (Projet n° CUHK4136/04H) et le State Innovative Institute of Studies of Journalism, Communication and Media Society de l'université de Fudan (Projet n° 06FCZD0021).

2. J. M. Chan et Y. M. To, « Democratization, Reunification and Press Freedom in Hong Kong », *in* C. Y. K. So et J. M. Chan (éd.), *Press and Politics in Hong Kong*, , Hong Kong, Hong Kong Institute of Asia-Pacific Studies, 1999, p. 465-407.

position à Hong Kong. Cependant, conformément aux promesses d'« un pays, deux systèmes » et d'« un haut degré d'autonomie », s'il recourait ouvertement à des mesures de contrôle et de répression, cela se retournerait contre lui. C'est pourquoi la cooptation demeure pour le Gouvernement central le meilleur moyen d'exercer son contrôle social et politique. Autrement dit, les médias de Hong Kong se voient récompensés politiquement et économiquement en échange de leurs bons et loyaux services [3]. Quant aux patrons de médias, ils ont tout à gagner en coopérant avec la Chine (que leurs affaires concernent les médias ou non, cela ne peut que servir leurs intérêts). Les patrons de presse savent très bien qu'en développant des relations avec le Gouvernement central, ils facilitent leur percée sur le marché chinois. Selon certains, le fait de posséder un groupe de médias pourrait même renforcer leur position lors de négociations avec des hauts fonctionnaires chinois.

Dans le même temps, les journaux hongkongais ont peu à peu échappé aux « gens de presse traditionnels » au profit de puissants groupes d'affaires. L'une des grandes acquisitions effectuées récemment a été le rachat de la *Singtao* Corporation par Charles Ho, magnat de l'industrie du tabac et membre permanent du Comité central du PCC. En 2006, quand Richard Li Tzar-kai, patron de PCCW, leader du téléphone fixe et de la télévision par Internet, rachète 50 % du capital du *Hong Kong Economic Journal* au journaliste Lam Shan-muk, figure emblématique de la presse et célèbre éditorialiste, il sonne le glas d'une longue tradition de « médias dirigés par les intellectuels ».

Anthony Fung définit la nouvelle écologie des médias hongkongais comme la manifestation d'une concentration non organisationnelle [4]. Habituellement, lorsque l'on parle de concentration des médias, cela sous-entend la mainmise d'un petit nombre de magnats sur un grand nombre de médias. Or Hong Kong est épargné par la concentration de la propriété et des organisations. La tendance serait plutôt de voir un nombre croissant de médias devenir la proie de divers hommes d'affaires prochinois ayant une même formation et des intérêts économiques similaires. Sharon Cheung, chercheur en journalisme, a fourni une analyse à partir de 11 journaux locaux. Cinq des 11 propriétaires exercent une fonction officielle en Chine et entretiennent des relations privilégiées avec le Gouvernement central. Les journaux en question sont plutôt favorables aux mesures appliquées par le Gouvernement de Pékin et ont tendance à édulcorer les nouvelles négatives. Quatre autres, parmi les 11 journaux, ont des affaires en Chine continentale. Ces derniers semblent faire preuve de davantage de neutralité dans leurs articles sur la Chine, mais ils publient rarement des critiques acerbes de la politique du Gouvernement de la RPC. Seuls les deux journaux sans attache politique ou économique avec la Chine ne font pas particulièrement attention aux réactions des autorités de Pékin à leurs articles [5].

La renationalisation ne se limite pas à la sphère politico-économique. Après la rétrocession, les relations sociales entre Hongkongais et Chinois continentaux se sont prodigieusement développées. De nouveaux immigrants et un grand nombre de touristes ont déferlé du Continent tandis que des Hongkongais partaient vers le Nord par plaisir ou par nécessité professionnelle. Avant 1997, certains intellectuels faisaient remarquer que les Hongkongais avaient longtemps considéré les Chinois continentaux comme l'« Autre », celui contre lequel on se définissait, mais cette attitude a progressivement disparu après le transfert de souveraineté. En réalité, plus une personne a de contacts effectifs avec le Continent, plus sa vision de la Chine est positive [6]. Les sondages montrent que l'identification des citoyens de Hong Kong à la Chine s'accroît avec le temps [7].

Les contenus des médias reflètent également ces changements. Autrefois, les médias hongkongais dépeignaient la Chine comme un pays peu civilisé, autoritaire et chaotique, et, ce faisant, fixaient des limites culturelles entre le Continent et Hong Kong. À présent, tandis que les médias cooptés présentent globalement la Chine de façon positive, un journal comme le *Apple Daily*, pourtant critique à l'égard de la politique chinoise, devient lui aussi – intentionnellement ou pas – le relais ou le promoteur de sentiments nationalistes ainsi qu'en attestent ses unes et ses articles sur les jeux Olympiques de Pékin et sur les visites d'astronautes chinois à Hong Kong.

Ces changements culturels et médiatiques ont rendu le phénomène d'autocensure plus complexe. D'un côté, aux yeux des journalistes professionnels, la question de l'autocensure reste un grave problème. Dans une étude réalisée auprès de journalistes hongkongais en 2006, 29,2% des personnes in-

3. J. M. Chan et C.C. Lee, *Mass Media and Political Transition: The Hong Kong Press in China's Orbit*, New York, Guilford Press.
4. A. Y. H. Fung, « Political Economy of Hong Kong Media: Producing a Hegemonic Voice », *Asian Journal of Communication,* vol. 17, n° 2, juin 2007, p. 159-171.
5. P. W. Cheung, « Press Barons and Press Freedom. A Study of Newspaper Ownership and its Impact on Editorial Independence in Hong Kong after the Decade of Rule from Beijing », manuscrit non publié.
6. E. K. W. Ma et A.Y. H. Fung, « Negociating Local and National Identifications: Hong Kong Identity Surveys 1996-2006 », *Asian Journal of Communication,* vol. 17, n° 2, juin 2007, p. 172-185.
7. F. L. F. Lee et J. M. Chan, « Political Attitudes, Political Participation and Hong Kong Identities after 1997 », *Issues & Studies*, vol. 41, n° 2, juin 2005, p. 1-35.

terrogées attestaient qu'elle existait et « était très inquiétante », 51,9 % qu'elle « existait mais qu'elle n'était pas très inquiétante », tandis que seuls quelque 3 % répondaient qu'il n'y avait pas d'autocensure. Le pourcentage de personnes déclarant que l'autocensure était inquiétante a en réalité doublé depuis les 14 % recueillis lors d'une précédente étude en 2001 [8].

Mais d'un autre côté, la fréquence et la régularité des interactions entre journalistes de Hong Kong et hauts fonctionnaires du Continent renforcent l'identification des premiers à la Chine et les conduisent à une plus grande compréhension du pays. C'est pourquoi, les journalistes sont devenus moins sceptiques et plus compréhensifs à l'égard de la nation. Un responsable de la rédaction d'un grand quotidien hongkongais a déclaré que le problème de l'autocensure n'était pas aussi grave que l'on voulait le faire croire, tout en admettant que les médias faisaient de plus en plus « attention » à la teneur de leurs propos sur la Chine en raison de leur connaissance accrue du pays au fil de leurs années d'expérience de journalistes [9].

L'on peut considérer cela comme un processus de co-orientation culturelle, c'est-à-dire l'émergence d'une culture commune et d'une meilleure compréhension réciproque à travers les interactions dans la durée. La co-orientation culturelle transforme les attitudes les jugements, le bon sens. Si l'autocensure signifie que les journalistes se comportent différemment de leur « jugement indépendant » en raison de pressions politiques, alors le changements qui affectent leur « jugement indépendant » modifie le contenu de l'autocensure. Un acte au départ conscient d'autocensure pourrait devenir naturel et se banaliser avec le temps et/ou s'avérer conforme au nouveau « sens commun ». À la longue, quand le « jugement indépendant » de la majorité a été modifié, ceux qui persistent dans leur jugement originel peuvent apparaître peu professionnels, irréalistes ou simplement trop radicaux.

L'exemple qui semble le mieux illustrer ce phénomène est la couverture médiatique réservée à Taiwan. Dans la période qui a suivi la rétrocession, Taiwan s'est retrouvé dans une situation très délicate sur le plan politique en raison des attitudes différentes de Hong Kong et de la Chine vis-à-vis de l'indépendance de l'île. Bien que les médias hongkongais n'aient jamais défendu l'indépendance de Taiwan, ils n'en traitaient pas moins le sujet comme un débat légitime. Dans cette optique, Cable Television a interviewé la vice-présidente de Taiwan, Anette Lu, en 2000, et s'est appuyée sur la norme de l'objectivité journalistique pour se défendre lorsqu'elle a été sévèrement critiquée par les fonctionnaires chinois. La position sous-jacente de Cable TV était d'affirmer que les opinions indépendantistes méritaient d'être présentées dans la sphère publique. Cependant, le Gouvernement chinois ne considère pas comme légitime le débat sur la réunification nationale [10]. Même la « couverture objective » de la question de l'indépendance de Taiwan lui pose problème. Il n'en reste pas moins que depuis 2000, les médias hongkongais ont coupé l'accès à tout point de vue indépendantiste émanant d'hommes politiques taiwanais. Dans quelle mesure est-ce le résultat de l'autocensure ? Et dans quelle mesure est-ce dû au fait que les journalistes hongkongais eux-mêmes se sont retournés contre l'indépendance de Taiwan ? Il semble difficile de tracer de manière empirique une ligne de démarcation nette entre l'autocensure et la co-orientation culturelle. Pourtant, la distinction analytique semble incontournable pour comprendre la liberté de la presse à Hong Kong. Il est important de savoir que la co-orientation culturelle n'est pas qu'un simple phénomène médiatique, mais également un phénomène de société. Des sondages d'opinions effectués par des universités ont, par exemple, révélé que le pourcentage de Hongkongais hostiles à l'indépendance de Taiwan est passé de 58,8 % en 1996 à 78,1 % en 2006, et que celui des citoyens hongkongais qui font confiance au Gouvernement chinois est passé de 24,5 % à 45,5 % durant la même période [11]. Quoi qu'il en soit, le concept de co-orientation culturelle met en évidence les relations complexes entre les changements culturels et la liberté de la presse.

À l'époque de la rétrocession, les gens et les organisations qui manifestaient leur désir de rapprochement avec la Chine étaient souvent décriés, on les accusait de « pencher dans le sens du vent » [12]. Dix ans plus tard, l'on considère l'intégration à la Chine comme une tendance inévitable. Lors des récentes élections du chef de l'Exécutif, même le candidat démocrate, Alan Leong, a dû réaffirmer sa connaissance de la Chine ainsi que son expérience et sa capacité à communiquer avec le Continent. La renationalisation implique à la fois des changements structurels et culturels. « Pencher dans le sens du vent » n'est plus une expression très employée dans les discours. L'autocensure fait également l'objet d'une redéfinition.

8. C. Y. K. So et J. M. Chan, « Professionalism, Politics and the Market Force: Survey Studies of Hong Kong Journalists 1996-2006 », *Asian Journal of Communication,* vol. 17, n° 2, juin 2007, p. 148-158.
9. Interview personnelle effectuée en août 2006.
10. F. L. F. Lee, « Strategic Interaction, Cultural Co-orientation and Press Freedom in Hong Kong », *Journal of Communication,* vol. 17, n° 2, juin 2007, p. 134-147.
11. Les résultats des sondages sont consultables sur http://hkupop.hku.hk.
12. Sens dérivé de la traduction du cantonais.

Les médias de Hong Kong et la société internationale

Malgré les forces indomptables de la renationalisation, les médias hongkongais ont encore du chemin à parcourir avant de devenir identiques à leurs homologues chinois. Cela résulte du fait que les forces nationales sont, dans une certaine mesure, contrebalancées par les forces internationales. De fait, Hong Kong a toujours été en contact étroit avec la communauté internationale. Au cours des 30 dernières années de la souveraineté britannique, le Gouvernement colonial a importé à Hong Kong des valeurs et des institutions occidentales tels que l'État de droit, les droits de l'Homme, les libertés et même la démocratie. Le système économique du territoire est considéré comme l'un des plus ouverts et l'un des plus libéraux au monde. Les citoyens ont intériorisé bon nombre de ces valeurs qu'ils revendiquent comme les pierres angulaires de la réussite de Hong Kong. Après 1997, Hong Kong n'a cessé de lutter pour s'affirmer ou comme « ville chinoise » ou comme « ville internationale » [13]. Le Gouvernement de la RASHK insiste toujours sur l'importance d'être connecté au monde et le chef de l'exécutif Tung Chee-hwa affirmait sa volonté de faire de Hong Kong « la cité mondiale de l'Asie ». L'on considère l'internationalisation comme la prescription efficace pour la compétitivité.

De son côté, la Chine s'efforce de soigner son image internationale. Sa volonté de faire partie de l'arène internationale s'est manifestée par son entrée à l'OMC et sa candidature aux jeux Olympiques de 2008. En outre, si la Chine veut démontrer à Taiwan et au monde que la formule « un pays, deux systèmes » peut fonctionner, elle ne peut pas dans le même temps ouvertement engager des actions contre les « valeurs universelles » de liberté et de démocratie véhiculées par l'Occident. La Chine doit tenir compte des réactions internationales si elle venait à envisager de changer sa politique à l'égard de Hong Kong.

Plus spécifiquement, l'influence internationale sur les médias hongkongais revêt plusieurs formes. D'abord, elle conduit les médias de Hong Kong à promouvoir le professionnalisme journalistique. Depuis longtemps, les journalistes hongkongais ont adopté le modèle libéral et éthique du professionnalisme journalistique occidental. Ils considèrent les médias comme « un marché d'idées », une « sphère publique » et les journalistes comme des acteurs autonomes, indépendants des pouvoirs politique et économique. Ils croient aux notions de couverture factuelle et objective, et ils pensent que le rôle des médias consiste à contrôler, au nom du grand public, le Gouvernement et les hommes de pouvoir. Des études menées entre 1996 et 2006 auprès des journalistes à Hong Kong montrent que les reporters adhèrent toujours à ces valeurs professionnelles fondamentales [14].

Lorsqu'est apparu le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en 2003, la conduite des médias hongkongais a montré comment ils se servaient de ces valeurs internationales pour contrer la Chine. Alors que le Gouvernement chinois interdisait toutes les informations concernant le SRAS sur le Continent, des nouvelles sporadiques et des rumeurs ont circulé abondamment dans les médias de Hong Kong régis par les lois du marché. Plus tard, quand le SRAS s'est déclaré à Hong Kong, tous les médias locaux se sont fortement mobilisés. *Apple Daily* a critiqué la Chine sans ménagement pour avoir fait de la rétention d'informations et refusé la transparence, et ne s'est pas privé de désigner les hauts fonctionnaires du Gouvernement comme coupables de la propagation du SRAS à Hong Kong. Des émissions radiophoniques dans lesquelles interviennent les auditeurs, et en particulier la très populaire « Tea Cup in a Storm », ont permis de recueillir des informations de première main fournies par le personnel médical en première ligne et les radios ont accusé le Gouvernement de la RAS de tenter de priver le public de son droit à l'information. En Chine, les médias étaient à l'unisson des dirigeants dans leur couverture du SRAS, dissimulant l'ampleur de l'effrayante maladie au stade initial tandis qu'à Hong Kong, les médias ont appliqué à la lettre le principe selon lequel on doit informer le public des faits importants. Finalement, les nombreux liens entre Hong Kong et la communauté internationale ont généré une forte pression sur le Gouvernement chinois. Quand, partout sur la planète, les reportages sont entrés en collision avec l'information officielle de la Chine, cette dernière a été contrainte de rectifier le tir. Le ministre de la santé a démissionné, et la Chine s'est mise à coopérer avec la société internationale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle a fini par fournir des données factuelles à l'OMS et a ainsi permis une plus grande transparence pour pouvoir gérer la crise [15].

Le cas de la crise du SRAS à Hong Kong est un bon indicateur de l'interconnexion des médias hongkongais et des

13. A. S. Ku, « Postcolonial Cultural Trends in Hong Kong: Imagining the Local, the National, and the Global », *in* M. K. Chan et A. So (éd), *Crisis and Transformation in China's Hong Kong*, New York, M. E. Sharpe, 2002, p. 322-342.

14. J. M. Chan, « The Global-Local Communication (Dis)Synchronization: Interactions among Media, Individuals, State and Global Institutions During the SARS Outbreak ». Article présenté lors de la conférence *Epidemics and Transborder Violence: Communication and Globalization Under a Different Light*, Hong Kong Baptists University, 17-18 décembre 2004.

© Sebastian Veg



Juillet 2007 : manifestations contre les réformes de la radio et de la télévision hongkongaises

sociétés étrangères. En réalité, Hong Kong est l'endroit où les flux d'informations sont les plus rapides et les moins inhibés. C'est une plateforme de transmission au cœur de l'Asie où de nombreux médias internationaux installent leurs correspondants étrangers et bureaux de presse [16]. On compte une douzaine de journaux internationaux et plus de trente magazines internationaux enregistrés à Hong Kong. Dans la rue, l'on peut se procurer *The Financial Times, The Asia Wall Street Journal, USA Today International, International Herald Tribune* et *Nihon Keizai Shim bun* [17]. Quand la crise du SRAS a éclaté, la nouvelle s'est propagée comme la poudre dans les villes infectées du monde, déclenchant une surenchère entre celles-ci et une supervision mutuelle des médias. La couverture de la Chine par les médias internationaux peut, dans une certaine mesure dissuader les médias hongkongais d'exercer une autocensure trop stricte. En effet, les citoyens qui ont accès aux médias étrangers pourraient avoir une impression négative de l'absence de professionnalisme des journalistes de Hong Kong. En même temps, la couverture de la Chine par les médias étrangers peut aussi conduire les médias de Hong Kong à recourir à un subterfuge pour couvrir les sujets sensibles en Chine : citer « passivement » et reproduire les reportages et nouvelles de la presse internationale [18].

D'autre part, les journalistes hongkongais se sont souvent référés aux autorités internationales comme source de légitimité pour la sauvegarde de la liberté de la presse. Dans une étude datant de 2006 consacrée aux journalistes, plus de 60 % des sondés ont cité les médias internationaux comme idéal d'organisation [19]. En fait, quand les médias hongkongais sont confrontés aux pressions politiques, ils peuvent invoquer les normes internationales pour se défendre. Par exemple, après la rétrocession, Radio Television Hong Kong (RTHK) a subi sans cesse des attaques du camp prochinois qui lui reprochait de critiquer le Gouvernement. RTHK

15. E. K. W. Ma et J. M. Chan, « Global Connectivity and Local Politics: SARS, Talk Radio, and Public Opinion », *in* D. Davis et H. Siu (éd.), *SARS: Reception and Interpretation in Three Chinese Cities*, Londres et New York, Routledge, 2007, p. 19-44.
16. Selon le Département gouvernemental du service des informations (Government Information Services Department) datant de mars 2007, une centaine d'organisations internationales de médias auraient des bureaux à Hong Kong.
17. Les données brutes non datées ont été fournies par la Television and Entertainment Licensing Authority le 28 février 2007, et cet article les a reclassées par catégories.
18. A. S. Y. Cheung, « Hong Kong Press Coverage of China-Taiwan Cross-Straits Tension », *in* R. Ash *et al.* (éd.), *Hong Kong in Transition*, Londres, Routledge, 2003, p. 210-225.
19. L'étude couvre la période de juin à novembre 2006.

s'est défendue en proclamant qu'elle a été créée sur le modèle des radios publiques internationales (surtout européennes) qui attachent une très grande importance à l'indépendance éditoriale. Pareillement, au niveau individuel, la reconnaissance internationale permet d'alléger la pression qui pèse sur les journalistes. Un producteur d'émissions d'actualités a fait remarquer que les récompenses internationales peuvent aider des programmes sensibles à éviter d'être critiqués au sein de la rédaction [20]. De plus, il est intéressant de noter que même les hauts fonctionnaires chinois utilisent parfois les critères internationaux plutôt que ceux du Continent pour critiquer les médias hongkongais. L'illustration la plus célèbre est celle de l'ex-Président chinois, Jiang Zemin : en 2000 à Pékin, il a adressé des reproches aux journalistes de Hong Kong. Il leur a vivement conseillé de s'inspirer de Mike Wallace de CBS, plutôt que de les encourager à suivre l'exemple des journalistes du Continent.

Les forces internationales ont leur importance en dehors des valeurs et des convictions. À l'ère de la mondialisation des médias, les sociétés opérant dans ce secteur peuvent augmenter leurs revenus en élargissant leurs activités aux marchés d'outremer. Le *Ming Pao*, par exemple, a créé des éditions nord-américaines à Vancouver, Toronto, San Fransisco et New York, et l'*Apple Daily* a étendu ses activités à Taiwan. Le premier a réalisé de beaux profits au Canada avec un chiffre d'affaires de 0,2 milliard de dollars de Hongkong au milieu de l'année 2006 [21]. La bonne progression du deuxième continue et le tirage de l'*Apple Daily* à Taiwan vient d'atteindre le demi million [22]. Sans en exagérer l'impact, l'investissement outremer pourrait affaiblir l'influence de la Chine jusqu'à ce que l'on considère que le marché chinois n'est plus l'unique cible des patrons [23].

Cependant, bien que les diverses forces internationales puissent empêcher Hong Kong de tomber sous la coupe de la Chine, elles n'œuvrent pas toutes pour autant contre la Chine. A cet égard, le capital injecté dans les médias hongkongais par des sociétés internationales mais prochinoises, comme, par exemple, les magnats malaisiens et chinois Robert Kuok Hock-nien et Tan Sri Datuk Tiong Hiew King qui, pour le premier, a racheté le *South China Morning Post*, et pour le second, s'est porté acquéreur du *Ming Pao*, fait partie de la concentration non organisationnelle dont nous avons parlé ci-dessus. Même les sociétés multinationales comme Yahoo peuvent succomber à la pression des autorités de Pékin. Il y a donc des limites aux contre-pouvoirs que peut apporter l'internationalisation.

Les intérêts locaux comme point de départ

Les médias ne peuvent fonctionner efficacement dans un vide social. Les médias hongkongais se situent à l'intérieur d'un système politique, économique et culturel spécifique qui influe sur leur forme et leur rôle. Ils sont au service d'un public local, en conséquence leur contenu et leur fonction sociale sont indissociables des intérêts locaux. L'on peut faire remonter l'apparition d'une « société locale » à Hong Kong au milieu des années 1970, au moment où l'économie s'est mise à prospérer avec l'émergence de la deuxième génération de réfugiés d'après-guerre qui a contribué à la naissance d'une identité hongkongaise. Les années 1990 qui furent les années de la décolonisation et de la démocratisation suscitèrent, du fait des changements politiques, des attentes de la part des citoyens. La structure duale représentée par les centres de pouvoir chinois et britannique, ainsi que le faible degré d'intervention du Gouvernement colonial, ont jeté les bases sur lesquelles les Hongkongais ont façonné leur propre voix, négocié leur identité, et exprimé leurs craintes et leurs espoirs.

Néanmoins, après la rétrocession, le Gouvernement de la RAS, cautionné par le Gouvernement chinois ne disposait pas d'une grande légitimité aux yeux de la population. La réalité politique s'est heurtée à des attentes politiques insatisfaites et a coïncidé avec la crise financière asiatique de la fin de l'année 1997. Au cours des années suivante, tandis que le déclin économique se poursuivait et que les crises sociales étaient récurrentes, les griefs de la société se sont accumulés. Certains médias ont profité de cette faiblesse pour accroître leur popularité. La critique politique est devenue leur fonds de commerce et ils se sont positionnés comme garants des intérêts publiques et locaux (par opposition aux intérêts du Gouvernement et du monde des affaires). Une tendance populiste et offensive menée et entretenue par l'*Apple Daily* et un certain nombre de radios s'est développée. Ces médias servent de canaux d'expression au mécontentement social tout en

20. Interview personnelle réalisée en août 2006.
21. « Revenue Cut Half of *MingPao* Corporation's Publishing Business », *Hong Kong Economic Journal*, 18 décembre 2006, p. 22.
22. « Securities Report-DBS Lowers Revenue Prediction on Next Media », *AFX*, 1er février 2007.
23. A. Y. H. Fung, « Media Competition, Ownership an Political Transition », *in* P. Lee (éd.), *Hong Kong Media in the New Millennium,* Hong Kong, The Chinese University Press, 2003, p. 71-98.

l'alimentant [24]. A la suite du débat très controversé sur le projet de loi sur la sécurité nationale et la crise du SRAS début 2003, l'accumulation de griefs a débouché sur la manifestation du 1er juillet 2003 qui a vu 500 000 manifestants investir les rues pour exprimer leur colère contre le Gouvernement de la RAS.

S'appuyant sur ces événements, Joseph Chan et Clement So ont écrit que, dans le domaine des affaires locales, les médias de Hong Kong ont exercé une « fonction de substitution de la démocratie ». Dans un contexte de sous-développement de la démocratie, les médias hongkongais comblent un vide et deviennent la plateforme la plus importante pour la formation et l'expression de l'opinion publique. Indépendamment du fait qu'ils permettent aux citoyens de faire valoir leur identité, les médias encouragent la communication entre fonctionnaires et citoyens, critiquent le Gouvernement et défendent les réformes sociales [25]. Cette fonction de substitution de la démocratie supplée l'absence de démocratie à l'intérieur des institutions politiques officielles et contribue à la stabilité sociale dans le Hong Kong de l'après-rétrocession.

La meilleure illustration de cette relation entre intérêts locaux et médias à Hong Kong est la manifestation du 1er juillet 2003 mentionnée plus haut. Suite à cette protestation publique historique, certains hauts fonctionnaires chinois ont stigmatisé l'*Apple Daily* ainsi que plusieurs émissions de radio faisant intervenir les auditeurs, les tenant pour principaux responsables de la mobilisation autour de l'événement. En effet, l'*Apple Daily* avait été jusqu'à appeler à manifester en titrant « Rendez-vous dans la rue » en première page le jour de la manifestation. Mise à part l'influence, réelle ou fictive, de l'*Apple Daily* et des émissions de radio interactives, l'ensemble des médias hongkongais ont sans doute largement facilité l'organisation de cette manifestation. D'abord, la couverture phénoménale faite au débat sur le projet de loi relatif à la sécurité nationale et à la manifestation en préparation ont contribué à précipiter les événements. Ensuite, les médias ont largement couvert les appels à l'action émanant de groupes politiques et d'élites sociales, amplifiant ainsi les messages adressés par des leaders tels que l'évêque Joseph Zen et le syndicat des professeurs de Hong Kong. De tels reportages ont cautionné et légitimé la manifestation. Enfin, les médias ont joué un rôle crucial dans la diffusion « d'information facilitant l'action » auprès des lecteurs et ont soutenu leur participation [26].

Il serait pourtant faux de dire que le peuple s'est contenté de suivre la direction des médias. Au contraire, l'opinion publique a réciproquement, à travers la mobilisation du 1er juillet, forcé l'engagement des médias. Après la manifestation, différents supports médiatiques ont multiplié les expressions positives comme « rationnelle et pacifique » pour décrire et faire l'éloge de la manifestation. Face à ce que l'on a qualifié d'opinion publique électrifiée, les médias ont senti qu'il fallait être du côté du peuple. Les journaux de bords différents ont dressé des portraits et des commentaires convergents sur la description du cortège et sur ses implications. Pendant un temps, le fossé qui sépare habituellement l'opinion publique des médias a alors été quelque peu comblé. Les divergences ont ressurgi, mais la configuration des discours a néanmoins pu ainsi évoluer [27]. L'exemple du 1er juillet vient donc corroborer l'idée suivant laquelle les médias de Hong Kong qui alignent en général leurs positions sur celles de Pékin doivent néanmoins prendre en compte les revendications puissantes de l'opinion publique. Cette dernière, inversement, peut offrir des ressources aux médias qui résistent.

Quoi qu'il en soit, opinions et intérêts locaux ne contredisent pas forcément la renationalisation car Hong Kong et la Chine ne s'opposent pas systématiquement sur toutes les questions. De plus, bien que la renationalisation implique pour Hong Kong un tournant vers des valeurs politiques plus conservatrices, la société et la culture de l'île comportent aussi leur part de conservatisme. Par exemple, Hong Kong tolère mal les comportements « radicaux ». Pour être plus précis, il est fréquent que des comportements considérés comme « normaux » et banals dans les mouvements sociaux d'autres pays soient qualifiés de « trop radicaux » à Hong Kong. « L'ordre et la loi », « rationnel et pragmatique » sont des expressions profondément enracinées dans les codes culturels de la société hongkongaise. C'est pourquoi il est quasiment impossible pour des activistes au sein de mouvements de résistance symbolique contre l'*establishment* d'obtenir l'aval des médias. Même si les médias soutiennent des actes

24. F. L. F. Lee, « Radio Phone-in Talk Shows as Politically Significant Infotainment in Hong Kong », *Harvard International Journal of Press/Politics*, vol. 7, n° 4, automne 2002, p. 57-79 ; F. L. F. Lee, « Talk Radio Listening, Opinion Expression and Political Discussion in a Democratizing Society », *Asian Journal of Communication*, vol. 17, n° 1, mars 2006, p. 78-96.

25. J. M. Chan et C. Y. K . So, « The Surrogate Democracy Function of the Media: Citizens' and Journalists' Evaluations of Media Performance », *in* S. K. Lau *et al.* (éd.), *Indicators of Social Development: Hong Kong 2001*, Hong Kong, Hong Kong Institute of Asia-Pacific Studies, Chinese University of Hong Kong, 2003, p. 249-276.

26. J. M. Chan et F. L. F. Lee, « Media and Large-Scale Pro-Democracy Demonstrations in Post-Handover Hong Kong », *Asian Journal of Communication,* vol. 17, n° 2, juin 2007, p. 215-228.

27. J. M. Chan et F. L. F. Lee, « Energized Public Opinion and Media's Political Parallelism: A Case Study of the 1st July 2003 Rally in Hong Kong », *Hong Kong Journal of Social Sciences*, n° 31, automne/hiver (Hong Kong, City University of Hong Kong Press, 2006), p 71-95.

de désobéissance civile au début d'un mouvement, ils ont tôt fait de retrouver leur ligne de conduite que sont « l'ordre » et le « rationalisme » [28].

Cela signifie que le comportement futur et le développement des médias hongkongais dépendront en partie de l'avenir du développement de la culture politique locale.

La politique des médias comme interaction entre les trois forces

Comme on l'a vu ci-dessus, la politique des médias dans le territoire de Hong Kong depuis la rétrocession consiste en une interaction entre les forces de la renationalisation, de l'internationalisation et de la localisation. Depuis 1997, le Gouvernement de la SARHK doit s'aligner sur le Gouvernement central pour les problèmes importants. Toutefois,en cas de conflit grave entre le central et le local, le Gouvernement doit répondre aux revendications des citoyens. La Chine ne peut pas intervenir ouvertement et de façon répétée dans les affaires de Hong Kong en raison du précepte d' « un pays, deux systèmes ». Le changement de pouvoir qui s'est traduit dans l'action des médias, les a effectivement conduit à faire preuve de scrupules quand il s'agit de traiter certaines questions. Certains médias se sont ralliés au nouveau centre de pouvoir. Cependant, les considérations commerciales demeurent importantes dans les médias commerciaux à Hong Kong et de nombreux journalistes continuent d'adhérer aux normes et à l'éthique professionnelles. Si l'on ajoute à cela la préoccupation internationale en ce qui concerne la liberté de la presse, les médias hongkongais sont encore loin d'être totalement soumis au pouvoir central.

L'autocensure est une forme de réponse des médias à la pression politique. Cependant, pour répondre à la double exigence de la compétitivité et de la crédibilité professionnelle, certains médias ont adopté une série de stratégies leur permettant de faire face à l'une comme à l'autre. Parmi les moyens employés, on trouve l'utilisation grandissante de juxtapositions d'opinions positives et négatives à propos des détenteurs du pouvoir, le recours croissant aux sondages comme indicateurs « objectifs » de l'opinion publique, l'implication accrue d'experts non politiques (venus, par exemple, du monde académique) pour commenter l'actualité, et l'utilisation d'effets rhétoriques pour produire des articles « rationnels et objectifs » [29]. Avec ces techniques, le « professionnalisme » se transforme en arme quand les médias font l'objet de critiques.

En d'autres termes, à Hong Kong, le journalisme objectif est une arme puissante pour résister à la pression politique. Il n'en reste pas moins que l'accent mis sur l'« objectivité » a en même temps constitué une entrave à la fonction de la presse en tant que quatrième pouvoir. Une étude sur la manière dont les éditoriaux de deux journaux ont couvert le débat sur la réforme démocratique en 2004 montre que le *Ming Pao*, journal qui se prétend professionnel et fiable, s'est bien gardé de prendre parti entre le camp démocratique et le Gouvernement chinois au nom de la neutralité. Il a également pris partie à plusieurs reprises pour la discussion rationnelle dans ses éditoriaux [30]. Or ce plaidoyer pour la neutralité et le rationnel a révélé sa faiblesse puisque le journal n'a prononcé aucune critique à l'encontre du veto absolu de la Chine sur la question du suffrage universel à Hong Kong en 2007-2008.

Plus généralement, la posture de neutralité adoptée par les médias quand l'opinion publique s'attend à des critiques fortes du Gouvernement sur certaines questions est susceptible de passer pour une forme d'autocensure. D'après une étude réalisée en 2006, près de la moitié des citoyens hongkongais pensent que les médias devraient prendre position en faveur de Hong Kong en cas de conflit d'intérêts entre Hong Kong et la Chine. Ces mêmes citoyens ont tendance à trouver que les médias pratiquent l'autocensure face aux questions sensibles entre Hong Kong et la Chine [31]. Ces réponses prouvent que dans les controverses entre Hong Kong et la Chine, « l'objectivité et la neutralité » ne satisfont pas la majorité de la population. Dans un avenir prévisible, l'actualité relative aux conflits entre la Chine et Hong-Kong représentera un défi important pour les médias de Hong Kong.

Pourtant, il n'y a aucune raison d'être pessimiste sur la situation des médias hongkongais. La réalité a prouvé qu'après la rétrocession, même lorsque des pressions politiques ont été ouvertement employées (par exemple à travers les critiques exprimées publiquement par des fonctionnaires chinois), la

28. A. Ku, « Constructing and Contesting the "Order" Imagery in Media Discourse. Implications for Civil Society in Hong Kong », *Asian Journal of Communication,* vol. 17, n° 2, juin 2007, p.186-200 ; F. L. F. Lee, « Election Interpretations, Post-Election Campaign, and Institutional Repair: The Case of the 2004 Legislature Council Elections in Hong Kong », *The Chinese Journal of Communication and Society*, n° 1, 2006, p. 69-90.

29. Voir note 10 plus haut, et aussi C. C. Lee, « The Paradox of Political Economy: Media Structure, Press Freedom, and Regime Change in Hong Kong », *in* C. C. Lee (éd.), *Power, Money, and Media*, Illinois, Northwestern University Press, p. 288-336.

30. F. L. F. Lee et A. M. Y. Lin, « Newspaper Editorial Discourse and the Politics of Self-Censorship in Hong Kong », *Discourse & Society,* vol. 17, n° 2, juin 2006, p. 311-358.

31. F. L. F. Lee, « Hong Kong Citizens' Belief in Media Neutrality and Perceptions of Press Freedom: Objectivity as Self-censorship? », *Asian Survey*, vol. 47, n° 3, mai-juin 2007.

presse hongkongaise est restée ferme et a mis l'accent sur l'importance des principes de liberté de la presse et de professionnalisme [32]. Face au problème de l'autocensure, l'Association des journalistes de Hong Kong a appelé ses membres à défendre ses critères professionnels sur le terrain [33]. Comme il a déjà été mentionné dans cet article, les journalistes hongkongais ont adopté de longue date les pratiques journalistiques occidentales, considérant les médias comme des organisations indépendantes chargés de superviser l'action du Gouvernement. La liberté de la presse est une valeur universellement reconnue que même le Gouvernement chinois ne peut nier et à laquelle il ne peut pas ouvertement porter atteinte. Le système libre et ouvert de Hong Kong demeure plus ou moins structurellement intact. On peut affirmer que le professionnalisme comme norme professionnelle et symbole du discours public, est l'arme la plus puissante des médias de Hong Kong. Le seul problème est de savoir à quel degré de « professionnalisme » le journalisme est pratiqué et comment.

Les forces économiques, quant à elles, travaillent à la fois avec et contre les influences politiques. Si les capitalistes ont tendance à se faire coopter par le pouvoir central, les forces du marché médiatique peuvent les freiner dans leur élan et les empêcher d'approcher le pouvoir de trop près et trop vite. Il est fort probable que le public se détournerait de médias qui ne se soucieraient ni de professionnalisme ni d'indépendance. L'*Apple Daily* occupe une niche bien spécifique en adoptant une position critique face aux gouvernements de Hong Kong et de la Chine, et devient de ce fait l'un des médias les plus populaires. Si d'autres concurrents veulent s'assurer une part du marché local, ils ne peuvent pas se permettre de faire trop l'impasse sur les intérêts locaux. L'existence de l'*Apply Daily* sert aussi de tampon aux autres car tant qu'ils restent moins virulents que lui dans leurs critiques, ils subissent moins de pression. Le succès commercial de l'*Apple Daily* montre que son engagement dicté par le marché et le journalisme toujours plus objectif auquel recourent les autres médias peuvent se protéger politiquement l'un l'autre.

Bien que Hong Kong soit retourné à la Chine, la région conserve son statut international. Un grand nombre d'agences de presse étrangères y sont installées et la libre circulation de l'information rend pratiquement impossible le muselage du système d'information. En vertu de la Loi fondamentale qui préconise « un pays, deux systèmes », la constitution qui régit Hong Kong, le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong et les autorités de Pékin sont tenus de maintenir la liberté de la presse à Hong Kong. Plus la société chinoise sera pluraliste et plus la Chine poursuivra son intégration avec Hong Kong et le reste du monde, plus la pression pour que la Chine respecte les standards internationaux d'ouverture et de transparence sera forte. Cela prendra cependant du temps. En dernière analyse, la liberté de la presse à Hong Kong est sujette aux interactions entre les forces de la renationalisation, l'internationalisation et la localisation. La clé réside dans l'étendue de la démocratisation de Hong Kong et de la Chine. •

• **Traduit par Catherine Charmant**

32. T. Y. Lau et Y. M. To, « Walking a Tight Rope: Hong Kong's Media Facing Political and Economic Challenges Since Sovereignty Transfer », *in* M. K. Chan et A. So (éd.), *Crisis and transformation in China's Hong Kong,* New York, M. E. Sharpe, 2002, p. 322-342.

33. L'Association des journalistes de Hong Kong a communiqué les résultats de son étude le 10 février 2007 lors d'un séminaire sur la liberté de la presse : « Press Freedom in Hong Kong: Ten Years On ». L'association a vivement recommandé à ses membres de rester inflexibles sur leur devoir d'information, de faire honneur à leur éthique professionnelle et de regagner la confiance des citoyens.